

Fonction publique

## Grève le 27 mai !



*Dans un contexte de crise économique et sociale qui touche l'ensemble des salariés du public et du privé, le gouvernement vient d'annoncer le gel des dépenses publiques pour les trois années à venir. Ces orientations vont faire peser davantage encore sur les salariés les conséquences de la crise. Les mesures annoncées dégraderont les services rendus aux usagers et les conditions de travail et de rémunération des personnels.*

Les organisations syndicales de la Fonction publique Cfdt, CFTC, CGT, FSU, UNSA, SOLIDAIRES dénoncent cette politique qui aggravera la situation de l'emploi public avec la poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Elles affirment au contraire que des améliorations sont indispensables pour assurer les besoins de toute la population sur l'ensemble du territoire.

Elles revendiquent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et les créations de postes nécessaires, la résorption de la précarité et des mesures immédiates pour améliorer les conditions de travail. Il est urgent également d'augmenter les salaires des agents de la Fonction publique et d'assurer le rattrapage

des pertes de pouvoir d'achat subies depuis plusieurs années

Les organisations syndicales ont également fait un premier bilan des réunions qui se sont tenues dans la Fonction publique sur la réforme des retraites. Sur les différents thèmes abordés (pénibilité, emploi des seniors...), le gouvernement a persisté à ne donner aucune information sur ses intentions. Les organisations syndicales demandent au ministre d'ouvrir de véritables négociations en traitant toutes les questions, et notamment celles du financement.

La réforme des retraites tant pour les régimes des agents publics (Code des pensions, CNRACL) que pour le régime général doit prendre en compte l'ensemble des questions notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le maintien de l'âge légal à 60 ans de départ à la retraite et la réduction des inégalités visant à l'amélioration pour tous.

La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

Donner la priorité à l'emploi, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent nos objectifs communs.

**Les organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels à participer massivement aux grèves et manifestations le 27 mai prochain pour peser sur les choix à venir.**

### SOMMAIRE du SNUEP Infos 141

- Grève le 27 mai P. 1
- 27 mai, tous ensemble, en grève et dans les manifestations P. 2
- Retraites : le gouvernement confirme ses orientations P. 3
- Pour le développement d'un outil syndical qui défende réellement les PLP P.3
- Formation des maîtres : enseigner, ça s'apprend P. 4



Toute l'info sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuepnat@snuep.com](mailto:snuepnat@snuep.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



# 27 MAI, TOUS ENSEMBLE, EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

## « Haro sur les dépenses publiques ! »

*C'est le choix des Etats européens pour donner des gages aux banques, que ces mêmes Etats ont pourtant sauvés il y a quelques mois. Fillon annonce l'application de ces orientations dans les 3 années à venir approfondissant les politiques déjà menées depuis 2007. Le financement des solidarités, les services publics, l'emploi public, les salaires et les retraites sont en ligne de mire.*

### EMPLOI

La RGPP, c'est la réorganisation des services, leur démantèlement ou leur privatisation. A l'Education Nationale, ce sont des réformes régressives, comme dans tous les ministères.

La RGPP, c'est un vaste plan social. Depuis 2007, 100 000 départs en retraite n'ont pas été remplacés.

Le Gouvernement entend poursuivre et supprimer encore au moins 60 000 emplois.

Ce sont 160 000 emplois dont sont privés les précaires de la Fonction Publique et les jeunes attirés par ces métiers. C'est une dégradation des conditions de travail de tous. C'est la présence et la qualité du service public qui sont remises en cause.

### SALAIRES

Depuis 2000, les traitements de la Fonction Publique ont perdu 9 % de leur pouvoir d'achat.

La perspective est le gel des salaires... pendant 3 ans !

### Inacceptable !

Les mesures salariales sont si faibles qu'il faut régulièrement des mesures spécifiques pour maintenir le minimum FP au niveau du SMIC. Les qualifications des agents de la fonction publique ne sont pas reconnues.

### RETRAITES

Le gouvernement prétend refuser la baisse des pensions. Il ment.

Il refuse tout bilan des réformes de 1993 et 2003. L'OCDE chiffre à 21 % la baisse des pensions à l'horizon 2020.

Contraint d'annoncer des contributions supplémentaires sans en préciser l'ampleur, la piste qu'il privilégie est l'allongement de la durée de cotisation et / ou le report des bornes d'âge. C'est inacceptable d'autant plus que :

- 6 salariés sur 10 sont hors emploi au moment de liquider leur pension,
- l'âge du premier emploi stable est actuellement de 27 ans,
- les femmes sont pénalisées parce qu'elles ont plus souvent des carrières précaires.

Pour imposer ses choix, il cherche à opposer les salariés du public et du privé et à diviser les organisations syndicales.

### D'autres solutions existent.

Pour la FSU, il faut augmenter les financements consacrés à la retraite. Il faut renforcer le Code des pensions et revenir à un départ à 60 ans, avec 75 % des six derniers mois, après 37,5 années de cotisation.

C'est un autre partage des richesses qu'il faut imposer.

***Par les mobilisations, pour nos revendications,  
imposons d'autres choix  
pour l'emploi, le statut, les salaires et les retraites***



Toute l'info sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)  
Vous pouvez nous écrire à [snuepnat@snuep.com](mailto:snuepnat@snuep.com)  
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris  
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n° 141

## Le gouvernement confirme ses orientations

Le gouvernement vient d'adresser aux syndicats et au patronat son « Document d'orientation sur la réforme des retraites ». Derrière un habillage qui se veut rassurant sur le maintien du régime par répartition, il manœuvre pour contenir une mobilisation qui s'amplifie mais confirme en réalité ses orientations dangereuses pour le niveau des pensions. Ainsi, il affirme vouloir « écarter toute solution qui baisserait le niveau de vie des Français ou augmenterait le chômage ». Mais il se situe dans la droite ligne des réformes précédentes qui ont déjà eu cette conséquence. Il préconise en effet de travailler plus longtemps, avec 2 leviers possibles le recul de l'âge légal de la retraite, ou /et l'augmentation de la durée de cotisation.

Pour faire passer de nouvelles régressions, le gouvernement réutilise le catastrophisme démographique alors que le COR a mis en évidence la

responsabilité de la crise dans l'aggravation des déficits (2,2 milliards en 2006, 10 milliards en 2008, plus de 32 milliards pour 2010).

Il s'agit donc de prendre prétexte de déficits en grande partie conjoncturels et dont les salariés ne sont pas responsables pour avancer vers des régressions durables.

Le gouvernement refuse de prendre en compte les demandes fortes du mouvement syndical de trouver de nouveaux financements. Seule concession annoncée : une contribution financière spécifique sur les hauts revenus et les revenus du capital. Elle montre que notre argumentation sur les financements n'a pu être complètement balayée dans un contexte d'injustices sociales et fiscales majeures, mais cette mesure, qui pourrait n'être que symbolique, doit ouvrir la voie à une vraie taxation des revenus financiers. Le gouvernement se soumet en réalité

au veto du Medef en occultant le fait que l'accroissement de la productivité est générateur de richesse ; il s'interdit ainsi de la traduire par une augmentation des cotisations. Ce faisant il ferme toutes les portes qui ne seraient pas celles du travailler plus longtemps. En allongeant la durée d'activité exigée, il maintient dans l'emploi les salariés les plus âgés en laissant les jeunes à la porte du marché du travail.

Toutes les orientations, bien que prudemment rédigées, présagent des dégradations pour les fonctionnaires comme pour les salariés du privé.

Pour la FSU, ces orientations régressives mettent en danger le système par répartition ; le gouvernement croit d'ailleurs si peu à son argumentation qu'il tient à se préoccuper de l'épargne individuelle ! Elles programment l'aggravation de la baisse des pensions.

## POUR LA DÉFENSE DES PLP ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL SYNDICAL QUI DÉFENDE RÉELLEMENT LES PLP

Paris, le 17 mai 2010

**Le SNUEP-FSU créé dans la FSU, 1<sup>ère</sup> fédération de l'Éducation Nationale, s'inscrit dans un syndicalisme revendicatif.** Il syndique les professeurs de l'enseignement professionnel (PLP) et de la formation professionnelle initiale sous statut scolaire.

**Le SNUEP-FSU** refuse les compromissions avec un gouvernement qui prône avant tout la rigueur budgétaire, la dévalorisation de la Fonction Publique et de ses missions, le délestage vers les contrats d'alternance, et dégrade systématiquement les conditions d'exercice du métier de plus en plus difficiles pour les collégiens.

**Le SNUEP-FSU revendique des pratiques syndicales éthiques et responsables.** Il défend la nécessité

pour les responsables syndicaux de toujours être devant élèves pour une partie de leur service. Ainsi, les responsables syndicaux ne sont pas déconnectés de la réalité du terrain : aucune décharge de service ne peut excéder les 2/3 du temps de service.

**Par ailleurs, le SNUEP-FSU ne verse aucune indemnité forfaitaire à ses responsables.** L'argent des adhérent-e-s ne sert pas à augmenter le salaire des représentants du syndicat, car ce genre de pratiques discrédite le syndicalisme en général.

Le SNUEP-FSU existe aussi dans les LP, SEP, SEGPA et EREA grâce à ses militant-e-s bénévoles qui dispensent soutien, aide et expertise syndicale, au jour le jour avec les équipes pédagogiques et éducatives.

**Le SNUEP-FSU défend le fait que les cotisations des adhérent-e-s soient intégralement affectées à la défense de l'enseignement professionnel et de ses personnels.** En détourner une partie nuit également au syndicalisme dans son ensemble.

Le SNUEP-FSU vit exclusivement grâce aux cotisations des adhérent-e-s et aux décharges syndicales liées aux élections professionnelles.

Le SNUEP-FSU dénonce aujourd'hui le discrédit du syndicalisme qu'implique dans certaine organisation syndicale l'indemnisation de responsables avec les cotisations des syndiqué-e-s, et considère que certains dysfonctionnements aujourd'hui sous les feux de la justice ne peuvent qu'être préjudiciables au syndicalisme.

Le Secrétariat national





# ENSEIGNER, ÇA S'APPREND !

La formation des enseignants et leur recrutement sont l'un des leviers essentiels pour transformer l'école en profondeur. C'est ce qu'a bien compris le gouvernement qui met en place une réforme en cohérence avec sa vision libérale de la transformation du système éducatif.

Le gouvernement impose une formation successive : d'abord un master (Bac+5) entrecoupé en deuxième année des épreuves d'admissibilité et d'admission, appauvrissant la formation, suivi immédiatement d'une entrée dans le métier basée sur le compagnonnage.

Il se désengage de la formation professionnelle des enseignants en la renvoyant sur les futurs recrutés qui devront se former principalement hors temps de service. Il prétend recruter des enseignants experts dès la première année en investissant *a*

*minima* dans leur formation initiale.

En supprimant l'année de stagiaire à l'IUFM et en affectant les lauréats en pleine responsabilité, sur des emplois de titulaires, le gouvernement économise des milliers de postes : le « gain » est estimé à environ 6000 postes à temps plein.

## Rentrée 2010 :

**du « grand n'importe quoi » pour les stagiaires, les étudiant-e-s, les élèves !**

Les nouveaux enseignants qui seront reçus aux concours 2010, portant essentiellement sur les connaissances disciplinaires, vont être sur le terrain à la rentrée. Ils ne sont pas encore dans le « système master » mais seront les premiers à en subir les conséquences... Leurs prédécesseurs bénéficiaient d'une année de formation professionnelle en IUFM (PE2 ou PLC2 /PLP2) avec un tiers ou demi-service devant élèves et un tutorat.

- o Une formation raccourcie d'un an

**Dans le second degré**, la plupart des Recteurs ont décidé d'affecter les lauréats des concours à temps plein et ont placé les périodes de formation en dehors du temps de service.

**Dans le premier degré**, les stagiaires ne devraient pas être en pleine responsabilité de classe en septembre – octobre, puis devraient être nommés sur des postes de remplaçants.

- o Un service d'enseignement en pleine responsabilité pour débiter !

**Dans les deux cas**, la formation est pour l'essentiel basée sur un simple compagnonnage.

- o 1,5 millions d'élèves « cobayes » !

**Ces choix ont des conséquences** dramatiques non seulement pour les futurs enseignants, mais aussi pour les élèves, l'organisation des établissements et les possibilités de mutation des personnels titulaires.

**Retrouvez la suite du texte sur le site de la FSU**  
**<http://www.fsu.fr/spip.php?article2272>**

